

Ordonnance de police  
qui enjoint à tous ceux  
qui auront retiré chez  
eux des meubles,  
hardes et effets  
provenant du [...]

France / Châtelet de Paris / 0070. Ordonnance de police qui enjoint à tous ceux qui auront retiré chez eux des meubles, hardes et effets provenant du palais-royal ou des maisons voisines qu'on a jugé à propos de déménager, lors de l'incendie, d'en faire leur déclaration dans huitaine aux commissaires Girard ou Sirebeau. 1763.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

\*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

\*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer [ici pour accéder aux tarifs et à la licence](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

\*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

\*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [reutilisation@bnf.fr](mailto:reutilisation@bnf.fr).





# ORDONNANCE

## DE POLICE,

*QUI enjoint à tous ceux qui auront retiré chez eux des Meubles, Hardes & Effets provenant du Palais-Royal ou des Maisons voisines qu'on a jugé à propos de déménager, lors de l'Incendie, d'en faire leur déclaration dans huitaine aux Commissaires Girard ou Sirebeau.*

Du sept Avril mil sept cens soixante-trois.

**S**UR ce qui Nous a été remontré par le Procureur du Roi, que dans la confusion occasionnée par l'Incendie qui vient, le jour d'hier, de réduire en cendres la Salle de l'Opéra, & de jeter l'alarme dans le Palais-Royal & dans les Maisons adjacentes, il a remarqué que le zele naturel à tout Citoyen dans des circonstances aussi touchantes, avoit semblé augmenter encore par le dévouement & le respect dont tous les cœurs sont pénétrés pour les Princes qui habitent le Palais-Royal; ces sentiments ont éclaté parmi tous les états, sans distinction de rang, de qualité, ni même de sexe: mais comme il se pourroit faire que ceux qui se sont employés à mettre à l'abri des flammes les Effets que le hazard leur a confiés, fussent embarrassés d'en faire la restitution



à leur véritable Propriétaire, il a cru devoir Nous proposer d'indiquer au Public, qui le desire sans doute, les moyens les plus propres de remplir cet objet, se réservant par la suite de se pourvoir, selon les circonstances, même au Criminel, contre ceux qui pourroient être convaincus d'avoir détourné ou retenu induement quelques-uns desdits Effets.

A CES CAUSES, requéroit ledit Procureur du Roi, être ordonné que dans huitaine, à compter du jour de l'Ordonnance qui interviendrait, tous ceux qui auront retiré chez eux des Meubles, Hardes ou Effets provenants, soit du Palais-Royal, soit des Maisons voisines qu'on a jugé à propos de déménager, seront tenus d'en faire leur déclaration à tel Commissaire qu'il Nous plaira commettre; lequel, pour les Effets appartenants à des Personnes domiciliées dans le Palais-Royal, se chargera de les faire remettre au Concierge dudit Palais-Royal; & quant aux autres Effets, aux Propriétaires qui donneront à cet égard des indications certaines: de laquelle remise ledit Commissaire dressera Procès-verbal qu'il signera, & fera signer, soit au Concierge du Palais-Royal, soit à la Personne à laquelle la remise sera faite, le tout sans frais. Et à cet effet, notre Ordonnance imprimée, lue, publiée & affichée par-tout où besoin sera.

NOUS, faisant droit sur le Requisitoire du Procureur du Roi; ordonnons que dans huitaine pour tout délai, à compter du jour de la Publication de notre présente Ordonnance, tous ceux qui auront retiré chez eux des Meubles, Hardes & Effets provenants du Palais-Royal ou des Maisons voisines, qu'on a jugé à propos de déménager, seront tenus d'en faire leur déclaration aux Commissaires *Girard* ou *Sirebeau*, que nous commençons à cet effet, lequel pour les effets appartenants à des personnes domiciliées dans le Palais-Royal, se chargera de les faire remettre au Concierge dudit Palais-Royal; & quant aux autres effets, aux Propriétaires qui donneront à cet égard des indications certaines; de laquelle remise ledit Commissaire dressera Procès-Verbal, qu'il signera & fera signer, soit au Concierge du Palais-Royal, soit à la Personne à laquelle la remise sera faite; le tout sans frais: Et fera notre présente Ordonnance imprimée, publiée, lue & affichée par-tout où besoin sera, à ce que personne n'en ignore.



CE fut fait & donné par Nous ANTOINE-RAYMOND-  
JEAN-GUALBERT-GABRIEL DE SARTINE, Che-  
valier, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requêtes ordi-  
naire de son Hôtel, Lieutenant Général de Police de la Ville, Pré-  
vôté & Vicomté de Paris, le sept Avril mil sept cens soixante-trois.

DE SARTINE.

MOREAU.

VIMONT, Greffier.

*L'Ordonnance ci-dessus a été lûe & publiée à haute & intelligible voix,  
à Son de Trompe & Cri public, en tous les lieux & endroits ordinaires &  
accoutumés, par moi Philippe Rouveau, Huissier à Verge & de Police au  
Châtelet de Paris, & seul Juré-Crieur ordinaire du Roi & des Cours &  
Jurisdictions de la Ville, Prévôté & Vicomté de Paris, y demeurant rue  
Saint Denis, vis-à-vis l'ancien grand Cerf, Paroisse Saint Leu Saint Gilles,  
souffigné, accompagné de Louis-François Ambezar, Claude-Louis Ambe-  
zar & Jean-Louis Ambezar, Jurés Trompettes, le 8 Avril 1763, &  
affichée ledit jour esdits lieux & autres où besoin a été, à ce que personne n'en  
prétende cause d'ignorance.*



Signé, ROUVEAU.

---

H. L. GUERIN & L. F. DELATOUR, Imprimeurs de la Police.

1763.



3  
Ce livre est donné par M<sup>rs</sup> ANTOINE-LAYMOND  
FRANÇOIS-GABRIEL DE SARTINE, Che-  
valier, Commandeur de l'Ordre du Saint-Esprit, Maître  
de la Chambre du Roi, Lieutenant Général de la Police de la Ville,  
Vice de l'Académie de Paris, le 15 Mars 1783.

DE SARTINE. MOIRAN.

71 MONT, QUIN.

Le Commandeur de l'Ordre du Saint-Esprit, Maître  
de la Chambre du Roi, Lieutenant Général de la Police  
de la Ville, Vice de l'Académie de Paris, le 15 Mars 1783,  
a l'honneur de vous adresser ci-joint le livre de M<sup>rs</sup> ANTOINE-LAYMOND  
FRANÇOIS-GABRIEL DE SARTINE, Chevalier, Commandeur de l'Ordre  
du Saint-Esprit, Maître de la Chambre du Roi, Lieutenant Général  
de la Police de la Ville, Vice de l'Académie de Paris, le 15 Mars  
1783, qui vous a été remis par M<sup>rs</sup> ANTOINE-LAYMOND  
FRANÇOIS-GABRIEL DE SARTINE, Chevalier, Commandeur de l'Ordre  
du Saint-Esprit, Maître de la Chambre du Roi, Lieutenant Général  
de la Police de la Ville, Vice de l'Académie de Paris, le 15 Mars  
1783.

Signé, MOIRAN.